



ASIE/BANGLADESH - Ultimatum des extrémistes islamiques au gouvernement : « approuvez la loi contre le blasphème ou nous ferons le siège de Dacca »

Dacca (Agence Fides) – La tension est élevée au Bangladesh entre les mouvements islamistes et le gouvernement. Le groupe Hefajat-e-Islam (HeI) – qui, dès le début avril avait promu une grande manifestation de rue – a lancé un ultimatum au gouvernement, le sommant d'approuver ce qu'il est convenu d'appeler le « document portant 13 requêtes » - une sorte de nouvelle loi contre le blasphème – d'ici le 30 avril. Dans le cas contraire, le groupe organisera le 5 mai une nouvelle manifestation dans la capitale, manifestation qui a été qualifiée de « siège de Dacca ». La proposition de loi en 13 requêtes propose notamment la peine de mort pour quiconque se rend coupable de blasphème envers la religion islamique, empêcherait les femmes de travailler avec les hommes, interdirait toutes les activités culturelles diffamant l'islam et rendrait obligatoire l'éducation islamique.

Selon des sources de Fides, « il s'agit de la plus grande épreuve de force jamais tentée par les islamistes », sachant que le mouvement HeI organise actuellement des rencontres de sensibilisation dans différentes zones du pays afin de pousser le gouvernement à satisfaire ses requêtes. Est en cours, selon des sources de Fides, une délégitimation de l'exécutif, qualifié « d'ennemi des musulmans » qui « n'a aucun droit pour demeurer au pouvoir » et se trouve accusé de « fournir un refuge aux forces anti-islamiques ». « Il devra affronter de terribles conséquences s'il continue à le faire » déclarent ouvertement les activistes. Le mouvement Hefajat-e-Islam entend « sauver l'islam et l'humanité » et a lancé également une campagne contre les auteurs de blogues considérés comme « athées et blasphémateurs ».

Le défi lancé aux institutions préoccupe les minorités religieuses, telles que chrétiens et bouddhistes, qui, ces mois derniers, ont subi des actes d'intimidation. S.Exc. Mgr Moses M. Costa, Evêque de Chittagong, indique à Fides : « En général, la population a un esprit d'harmonie et de paix au sein de la société. Au cours de la période présente, la question de la charia a été portée à l'attention de l'opinion publique mais nombre de musulmans veulent un Etat laïc. Seuls certains groupes la promeuvent avec force. Nous, en tant que petite minorité, vivons des difficultés occasionnelles : ils nous accusent de faire du prosélytisme et de convertir. Mais nous sommes si peu nombreux, moins de 1% de la population, qu'il est difficile de soutenir de telles accusations. Malgré tout, nous vivons la foi avec joie. L'Eglise est appréciée par le gouvernement et par les gens pour ses œuvres et sa crédibilité. Nombre sont ceux qui croient en nous et nous remercient pour nos œuvres sociales et éducatives ». (PA) (Agence Fides 26/04/2013)